

Comment les gouvernements peuvent-ils exploiter l'agroécologie pour renforcer la résilience du Sahel ?

En un coup d'oeil

Les décideurs politiques du Sahel sont confrontés à un ensemble de défis interdépendants qui affectent leurs systèmes agricoles et alimentaires. Ceux-ci incluent la dégradation de l'environnement, la dégradation de la santé des sols et la vulnérabilité chronique au changement climatique qui affecte la masse des agriculteurs des zones arides.

Il est urgent de surmonter cette crise, de restaurer la résilience des moyens de subsistance en milieu rural et de réduire les coûts de l'aide humanitaire, qui ne cessent d'augmenter. Rendre les systèmes d'exploitation agricole des zones arides plus productifs, durables et résilients est essentiel pour résoudre cette crise.

Avec le soutien du Global Resilience Partnership, financé par l'USAID, l'Agence suédoise de développement et la Rockefeller Foundation, Groundswell International a lancé l'initiative de recherche-action « Agroecology Plus Six » sur la résilience afin de résoudre ces problèmes critiques.

Cette initiative a abouti à la publication de six études de cas détaillées basées sur des programmes dans 3 districts du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal. Ces études de cas fournissent un cadre complet pour une approche intégrée de la résilience.

La principale conclusion de cette initiative de recherche-action est qu'une approche intégrée de « l'agroécologie » est la seule voie viable vers la résilience.

Une telle approche doit associer des pratiques agroécologiques avec des activités connexes visant à renforcer le genre, la nutrition, l'équité et la gouvernance locale.

Cette note de politique présente des recommandations fondées sur les études de cas faites par Agroecology Plus Six, à l'intention des gouvernements du Sahel pour qu'ils exploitent l'agroécologie comme le fondement de la résilience.



Photo supplied by the Center for Indigenous Knowledge and Organizational Development, Ghana



Qu'est-ce que l'agroécologie?

- L'agroécologie est un ensemble de pratiques agricoles peu coûteuses qui imitent le fonctionnement des écosystèmes locaux en travaillant avec, et non contre la nature.
- Il tire le meilleur parti des ressources naturelles sans les endommager, réduit les risques et la dépendance à l'égard de produits agrochimiques coûteux.
- Il s'agit d'une agriculture productive, économiquement viable, juste, résiliente au changement climatique, durable et sensible à la nutrition.
- C'est aussi une science et un mouvement social regroupant de nombreuses organisations et personnes œuvrant pour l'instauration d'un avenir durable et résilient pour davantage de personnes.



Source de photo est de la filme "The Man who Stopped the Desert" par Mark Dodd <https://www.imdb.com/title/tt1694580/>

La crise

Selon la Banque Mondiale, le nombre de personnes touchées par la sécheresse dans les zones arides africaines devrait augmenter - dans le scénario du statu quo - d'une moyenne de 7 à 20% des personnes vulnérables à la sécheresse en 2010 à 60% d'ici à 2030.

Plusieurs raisons structurelles sous-tendent cette crise. La première est la dégradation progressive des écosystèmes fragiles et sujets à la sécheresse en raison de la « crise de la fertilité des sols » qui fait des sols de terres arides parmi les plus dégradés du monde.

Une seconde est la forte pression démographique. La population des zones arides est sur le point de doubler d'ici 30 ans, ce qui a réduit la capacité d'adaptation des populations vulnérables. Tous ces facteurs ont contribué à la crise et à un grave « déficit de résilience » dans le Sahel.

Pour faire face à cette crise, les gouvernements nationaux doivent tripler leurs efforts. Tous les mécanismes et politiques de financement possibles doivent être mis à profit pour renforcer efficacement une approche de la résilience qui place au centre une transition vers l'intensification agroécologique et le reverdissement.

Pourquoi l'approche conventionnelle en agriculture ne convient pas pour promouvoir la résilience

L'approche actuelle de l'agriculture dans le cadre de la « Révolution verte » favorise l'agriculture commerciale à grande échelle, l'utilisation extensive d'intrants externes coûteux, tels que les engrais et les pesticides, et la monoculture.

Cette manière de faire a tendance à saper la résilience. Il est de plus en plus démontré que cette filière de la révolution verte fait échouer les plus vulnérables : les femmes rurales et les petits exploitants agricoles vivant dans des zones écologiquement fragiles et exposées aux risques, telles que les zones arides du Sahel. Il n'est pas efficace pour permettre aux agriculteurs d'inverser la dégradation des terres, ni pour s'adapter au changement climatique. Il n'a pas non plus aidé les petits exploitants agricoles des zones arides à surmonter les blocages liés à la dépendance croissante à l'égard d'intrants externes coûteux, à la monoculture industrielle et à la production de cultures d'exportation destinées au marché mondial.

En plus, le développement agricole conventionnel n'incluse pas les priorités en matière de nutrition, d'autonomisation des femmes, d'équité et d'amélioration de la gouvernance locale qui est vitale pour la résilience.



Recommandations



Recommandation 1 : Examiner les priorités de l'initiative Alliance Globale pour la Résilience (AGIR) afin d'intégrer fermement une approche intégrée de l'agroécologie aux actions de résilience.

Il serait extrêmement coûteux pour les gouvernements du Sahel de s'appuyer sur les filets de sécurité sociale pour protéger les ménages vulnérables des effets néfastes de la sécheresse et d'autres chocs. Les gouvernements dépensent une trop grande partie de leurs maigres ressources publiques pour se remettre de tels chocs. Cela accroît également considérablement la dépendance nationale à l'égard de l'aide humanitaire.

Dans le cadre d'AGIR, les 17 pays africains et sahéliens participants passent en revue leur planification et leurs politiques du point de vue de la résilience, en mettant particulièrement l'accent sur la promotion des synergies et de l'alignement intersectoriels.

Ce processus a généré des priorités nationales de résilience (PNR) spécifiques à chaque pays pour renforcer la résilience dans le cadre des programmes existants de tous les ministères. **Cependant, peu de PNR nationaux mentionnent explicitement l'agroécologie comme fondement de la résilience.** Peu de personnes ont identifié les liens possibles entre l'agroécologie, la nutrition et l'autonomisation des femmes dans l'agriculture. Pour redresser ceci :

- *Soutenir la transition en profondeur des systèmes d'agriculture des zones arides vers la régénération des sols, le reverdissement et les pratiques agricoles qui optimisent les processus écologiques au sein des systèmes d'agriculture ; ceci afin de mieux atteindre l'objectif d'AGIR visant à réduire structurellement, de manière durable, la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle (c.-à-d. Zéro Faim) à travers de ses « Quatre Piliers ».*
- *Utiliser plus efficacement l'outil politique AGIR pour intégrer l'agroécologie, la gestion durable des terres et la régénération naturelle assistée des arbres (RNA) pour la résilience.*
- *Intégrer les leçons tirées de l'initiative Agroecology Plus Six dans les priorités et la feuille de route de la plateforme AGIR nationale.*



Recommandation 2: Soutenir l'agroécologie et le reverdissement par le biais de la régénération naturelle assistée des arbres en tant qu'approche essentielle des contributions déterminées au niveau national (CDN) pour atteindre les objectifs d'atténuation mondiaux et renforcer l'adaptation des petits exploitants au changement climatique.

Tous les pays sahéliens ont mis au point des CDN pour la cible globale de prévention du réchauffement à plus de deux degrés Celsius par rapport au niveau préindustriel. Un vaste effort pour récupérer le carbone de l'atmosphère et le stocker dans et sur le sol est essentiel pour éviter une catastrophe climatique. Les mesures potentielles sont les suivantes : mettre fin à la déforestation pour étendre les terres agricoles, réhabiliter les terres dégradées ou déboisées, augmenter la couverture arborée sur les terres agricole grâce à l'agroforesterie surtout la RNA.

Peu de gens sont au courant du rôle énorme que jouent les arbres dans les systèmes agricoles. Près de la moitié des terres agricoles ont déjà plus de 10 % de couvert des arbres. Au Sahel, il est tout à fait possible, avec



des pratiques de gestion appropriées, de tripler ce chiffre. Les agriculteurs des zones arides, s'ils bénéficient d'un soutien, pourraient augmenter la densité des arbres sur leurs terres grâce à la régénération naturelle assistée, car ils gagnent plus d'argent en combinant les arbres avec leur production des cultures. Ils voient également les avantages des arbres pour réduire les effets des températures caniculaires, augmenter la teneur en matière organique du sol et améliorer la rétention d'eau pour la résistance à la sécheresse.

Cependant, les PDN et les plans nationaux d'adaptation (PAN) des pays sahéliens considèrent la gestion durable des terres comme une initiative isolée. **Ils n'incluent pas de mesures explicites permettant aux agriculteurs des zones arides de passer à l'agroécologie et au reverdissement des terres dégradées.**

Pour que les interventions des CND et des PAN du gouvernement contribuent efficacement au renforcement de la résilience, elles doivent :

- *S'assurer que les communautés agricoles participent pleinement à la conception, à la planification et à la mise en œuvre des initiatives de reverdissement*
- *Inciter et aider les agriculteurs des zones arides à adopter la RNA et des techniques complémentaires intégrées de gestion de la fertilité des sols*
- *Intégrer des pratiques de gestion des terres basées sur l'agroécologie dans le cadre d'un ensemble séquentiel d'activités complémentaires axées sur les systèmes dans les CND et les PAN pour transformer le système d'exploitation agricole*



Recommandation 3: Augmenter les dépenses publiques consacrées à l'agriculture pour atteindre l'objectif de 10% de Malabo tout en permettant aux agriculteurs d'intensifier durablement l'agriculture, d'inverser la dégradation des sols, de s'adapter au changement climatique et de répondre aux besoins des groupes vulnérables.

Dans la déclaration de Malabo de l'Union africaine (UA), la plupart des pays africains ont convenu d'affecter 10 % des ressources publiques à l'agriculture. Cependant, seuls quelques pays atteignent cet objectif. Il est non seulement essentiel d'augmenter les dépenses publiques consacrées à l'agriculture à petite échelle, mais il est également essentiel d'orienter ces dépenses vers une agriculture durable par le biais de l'agroécologie.

Les critères d'examen de l'UA pour évaluer la conformité avec la Déclaration de Malabo sont principalement des indicateurs de production axés sur les produits de base. Ils ne sont pas bien adaptés pour évaluer les progrès accomplis en matière de lutte contre la dégradation des sols ou de renforcement de la résilience au changement climatique, en particulier pour les agriculteurs des zones arides qui dépendent de l'agriculture pluviale.

Cette absence de focalisation adéquate sur la durabilité et la résilience s'applique également à la Politique Agricole régionale pour l'Afrique de l'Ouest (ECOWAP) adoptée par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en 2005. **Cette politique manque une orientation forte en matière d'adaptation au changement climatique.** À cet égard, les gouvernements nationaux devraient :

- *Augmenter leurs dépenses agricoles pour atteindre l'objectif de 10 % de Malabo*
- *Augmenter la part de ces dépenses pour soutenir et encourager à une approche de l'agroécologie qui réponde aux besoins de la masse des agriculteurs des zones arides*
- *Structurer le soutien aux systèmes agricoles résilients qui prend également en compte les dimensions sociales (autonomisation des femmes dans l'agriculture, équité, nutrition et la gouvernance locale)*
- *Intégrer une approche intégrée de l'agroécologie et du reverdissement dans les politiques et programmes régionaux, y compris le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et l'ECOWAP*



RECOMMANDATION 4: Investir une approche agroécologique intégrée, sensible à la résilience et séquentielle dans tous les engagements en matière d'utilisation durable des sols.

Les preuves montrent que les investissements dans la restauration des terres dégradées dépassent leurs coûts en six ans dans de nombreux contextes dans les zones arides.

Dans l'ensemble, les chercheurs estiment que les communautés rurales peuvent restaurer 166 millions d'hectares dans le Sahel. Atteindre cet objectif nécessite la restauration de 10 millions d'hectares par an pour atteindre les objectifs de neutralité de la dégradation des terres d'ici 2030.

Malgré les progrès réalisés par de nombreuses initiatives de restauration des sols et de reverdissement, telles que l'Initiative de restauration du paysage forestier africain (AFR100), l'Initiative de Bonn, l'Initiative des paysages africains résilients (ARLI) et la Grande muraille verte du Sahara et du Sahel (GGWSSI), de tels efforts ne traitent pas de manière adéquate une approche la transformation des systèmes agricoles pour la résilience et la durabilité.

Une ou deux nouvelles pratiques agroécologiques, même la plus importante, qui consiste à augmenter la couverture et la densité des arbres sur les terres agricoles, ne sont pas suffisantes. D'autres pratiques complémentaires sont nécessaires, dans une combinaison et une séquence appropriées pour l'intensification de l'agroécologie.

Pour la résilience et l'équité, les gouvernements doivent adapter leur soutien à l'adoption de nouvelles pratiques pour différentes catégories d'agriculteurs, en particulier les plus vulnérables.

- *Veiller à ce que les initiatives de restauration et de reverdissement des terres (AFR100, ARLI, la Grande Muraille Verte et l'Initiative de Bonn) soient plus étroitement liées au soutien apporté aux agriculteurs des zones arides afin de procéder à une transition progressive vers l'agroécologie et de transformer leur système agricole*
- *Augmenter l'aide à la conservation des terres et de l'eau, à la rotation des cultures, à la gestion intégrée de la fertilité des sols et aux semences à cycle plus court*
- *Fournir un soutien spécialisé et des incitations pour l'approche intégrée de l'agroécologie adaptée aux besoins des ménages les plus vulnérables*



RECOMMANDATION 5: Renforcer la capacité des gouvernements locaux d'intégrer une agroécologie tenant compte de l'équité, du genre et de la nutrition en tant que fondement d'une planification du développement local basée sur la résilience.

Le renforcement de la résilience nécessite des capacités organisationnelles et de leadership renforcées pour la planification et la mise en œuvre tant au niveau du gouvernement local que de la communauté. Les gouvernements nationaux doivent orienter les gouvernements locaux sur la voie de la résilience en favorisant des interventions décentralisées en faveur d'une approche intégrée de l'agroécologie par le biais d'une action collective au niveau local.

Les gouvernements nationaux devraient donner aux autorités provinciales et locales un mandat fort et des ressources supplémentaires pour favoriser la collaboration intercommunale et la planification d'une gestion durable des ressources et du reverdissement.

Si une ou deux communautés seulement entreprennent une initiative sensible à la résilience dans une municipalité rurale donnée, les problèmes de gestion des ressources naturelles entre villages, tels que la coupe d'arbres non autorisée ou les feux de brousse, risquent de ne pas être résolus.



La régénération du paysage des terres arides, de la biodiversité et des systèmes agricoles nécessite des efforts communs de la part des communautés voisines. Les municipalités rurales peuvent favoriser une approche coordonnée entre les communautés grâce à la mise en œuvre d'un processus conjoint de reverdissement qui couvre un paysage plus vaste.

Les gouvernements centraux peuvent mettre en place des incitations et un soutien pour les structures de gouvernance locales, y compris les dirigeants des communautés, afin de promouvoir l'adoption de pratiques agroécologiques et de reverdissement:

- *Aider les conseils municipaux décentralisés élus localement à revoir leur mandat et leurs priorités « du point de vue de la résilience » face à une vulnérabilité accrue*
- *Faire en sorte que les populations les plus vulnérables reçoivent des engrais organiques subventionnés*
- *Mettre en place de parcelles de démonstration agroécologiques entretenues par les villageois avec l'appui des services de vulgarisation locaux*
- *Intégrer les principes agroécologiques au programme de formation des champs-écoles paysans*
- *Élaborer des incitations appropriées, basées sur les performances, pour motiver les participants aux programmes d'apprentissage « de paysan à paysan » afin de favoriser l'adoption généralisée d'innovations agroécologiques dans leurs propres communautés (et dans celles voisines)*
- *Accorder une marge de manœuvre aux communautés locales pour déterminer les interventions pour lesquelles elles ont besoin d'un soutien et pour répondre au mieux à leurs besoins ; les projets définis de manière exogène entraînent trop souvent un manque d'appropriation locale et l'échec du projet*
- *Briser les silos traditionnels en favorisant la coopération intersectorielle entre les services techniques décentralisés (en particulier l'agriculture et la nutrition) au niveau local*



RECOMMANDATION 6: Négocier le soutien des donateurs pour inclure une approche intégrée de l'agroécologie pour la résilience dans toutes les politiques et tous les programmes pertinents, en tant que fondement de la résilience dans les zones arides, et pour réduire le nombre de cas humanitaires.

Les gouvernements devraient négocier et obtenir l'appui de la communauté des donateurs pour intégrer pleinement une approche de l'agroécologie qui tienne compte des enjeux du genre et de la nutrition en tant que fondement de la résilience dans les zones arides.

Le lobbying pour ce programme pourrait impliquer de demander les actions suivantes à la communauté des donateurs :

- *Demander que les ONG ayant des relations de longue date avec les communautés d'une grande zone agroécologique soient mobilisées pour conduire la conception et la mise en œuvre du projet en coordination avec les conseils municipaux*
- *Donner un rôle de premier plan aux organisations d'agriculteurs, aux associations de femmes rurales et aux ONG spécialisées dans l'agroécologie, la mobilisation au niveau communautaire et la formation d'agriculteur à agriculteur*
- *Répondre aux besoins spécifiques des femmes, des jeunes et des ménages les plus vulnérables*
- *Soutenir le diagnostic des agro-écosystèmes dégradés (perte de la couche arable, perte de la couverture végétale et arborée, ressources en eau épuisées) au niveau municipal afin de prioriser les innovations appropriées en matière de résilience*
- *Engager la pleine participation des équivalents nationaux des ministères du gouvernement local à toutes les phases de la mise en œuvre du projet*



RECOMMANDATION 7: Obtenir l'appui de la FAO pour soutenir des actions spécifiques visant à promouvoir une approche intégrée de l'agroécologie dans toutes les politiques et programmes liés à l'agriculture, l'environnement, la restauration des sols et l'adaptation au changement climatique, en tant que fondement de la résilience dans les zones arides.

En 2018, la FAO a organisé le 2e Symposium international sur l'agroécologie: renforcer l'agroécologie pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Elle a formulé de fortes recommandations concernant les cadres politique, juridique et financier afin de promouvoir les transitions agroécologiques.

L'objectif est de fournir un appui technique aux pays et de tirer parti des instruments internationaux existants et des décisions d'organes inter-gouvernementaux afin d'appuyer la transition vers l'agroécologie. Un autre objectif est de catalyser la coopération au sein du système des Nations Unies afin de renforcer la capacité des agences à soutenir les processus de transition agroécologique.

Les gouvernements devraient contacter la FAO pour obtenir un tel appui technique.

Ce soutien devrait être axé sur des stratégies d'apprentissage horizontales et tenir compte des enseignements tirés des études de cas d'Agroécologie Plus Six, avec les actions suivantes :

- *Incorporer explicitement une approche intégrée de l'agroécologie (transformer l'agriculture pour qu'elle devienne productive, résiliente et durable) tout en régénérant les ressources épuisées (sols, eau, couvert arboré)*
- *Allouer des ressources budgétaires pour subventionner les engrais naturels et organiques (y compris les espèces d'arbres fertilisantes / fixatrices d'azote) et la lutte contre les parasites*
- *Développer un soutien spécialisé pour faire en sorte que les ménages et les agricultrices les plus vulnérables soient en mesure d'adopter de nouvelles pratiques en matière de résilience*
- *Mettre en place des projets de recherche au sein d'instituts de recherche nationaux axés sur le développement d'innovations agroécologiques remplaçant les intrants externes par des processus écologiques réduisant la dépendance à l'égard d'intrants externes*
- *Inclure des méthodes de travail avec les communautés pour organiser de vastes réseaux de promoteurs bénévoles basés dans les villages et faciliter l'apprentissage paysan à paysan à l'agroécologie dans la formation de techniciens de vulgarisation agricole*
- *Soutenir l'apprentissage horizontal, comme les écoles pratiques d'agriculture et les réseaux d'agriculteurs à agriculteurs*

Note

Une expérience pratique dans l'application de ces recommandations est décrites en détail dans une Étude de Cas associée : [*L'agroécologie comme fondement de la résilience au Sahel*](#). Cette étude de cas est accessible sur le site web de Groundswell international.

Auteurs:

Sasha Mentz-Lagrange (Chercheuse indépendante) & Peter Gubbels (Groundswell International)

Octobre 2019 – Ouagadougou, Burkina Faso

© Groundswell International

Remerciements

Cette publication a été rendue possible par le soutien du peuple américain à travers l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), et le Partenariat Mondial sur la Résilience (GRP). Les contenus sont la responsabilité de Groundswell International et ne reflètent pas nécessairement les points de vue des bailleurs de fonds.